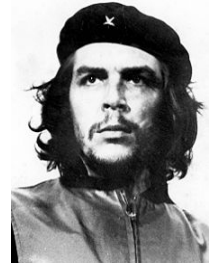




NON À L' ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL TOUS ENSEMBLE CONTRE LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT !



BULLETIN NPA MOR-BIHAN DESTINÉ AUX TRAVAILLEURS DE LA SBFMMARS 2013

Le 11 janvier, le MEDEF et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont conclu un Accord National Interprofessionnel (ANI) qui donne toute satisfaction au patronat en continuant le démantèlement du Code du travail engagé par la droite et Sarkozy. Le gouvernement veut désormais en faire une loi. C'est inacceptable.

Cet accord, faussement présenté comme un moyen de « sécuriser l'emploi », est en réalité une machine de guerre pour « sécuriser » les licenciements, détruire les droits collectifs des salariés et systématiser la précarité et l'insécurité sociale. Après ce qui a été signé à PSA-Sevelnord et ce que Renault est sur le point d'imposer dans tout le groupe, c'est au tour de tous les salariés d'être attaqués.

Une arme de plus entre les mains des patrons

Les employeurs pourraient nous imposer un changement de poste de travail ou de lieu de travail et une diminution des salaires nets sous prétexte que ce serait nécessaire pour garantir la « compétitivité » de l'entreprise ! Au nom du « lissage » du temps de travail, les patrons pourraient éviter de payer les heures supplémentaires ou les heures complémentaires pour les salariés à temps partiel (80 % de femmes). L'ANI, ce serait travailler plus pour gagner moins ! Et enfin, l'ANI permettrait un chantage permanent sur les salariés récalcitrants pour les mettre dehors s'ils n'acceptent pas tout cela ainsi que la simplification des procédures de licenciement. Cela alors que le chômage et la précarité ne cessent de s'aggraver, avec les tragédies qui en témoignent comme l'immolation d'un chômeur en fin de droits à Nantes, il y a dix jours.

En finir avec le « dialogue social »

Cet accord est l'aboutissement de la politique de « dialogue social » dont tous les gouvernements nous rebattent les oreilles. Les partis politiques, du PS aux différents courants de la droite, expliquent qu'en France, les syndicats sont trop conflictuels et doivent

devenir « de véritables partenaires sociaux ». Les directions des syndicats ont donc accepté de se mettre autour de la table des négociations. Mais qu'y a-t-il à négocier quand on ne s'est pas donné les moyens de construire un rapport de force qui soit un peu plus en notre faveur ? Qu'y a-t-il à négocier, lorsque le gouvernement annonce qu'il a choisi son camp et qu'il légiférerait de toute façon ?

Comment empêcher que les députés votent et que le gouvernement applique cet accord ?

Une seule solution : préparer le « tous ensemble » !

Les syndicats non-signataires (CGT, FO), la FSU et Solidaires appellent à une journée de mobilisation le 5 mars. Il y a des appels à la grève et à des manifestations. C'est l'occasion pour tous les salariés de se rassembler, de montrer leur colère et de poser des jalons vers la construction d'un véritable rapport de forces vis-à-vis du patronat et du gouvernement, pour leur faire ravalier l'ANI, mais aussi tout le reste !

Un tel mouvement d'ensemble ne se décrète pas. Mais il pourrait commencer d'exister en s'appuyant sur la convergence des luttes en cours contre les plans de licenciements à PSA, Arcelor Mittal, Goodyear, Sanofi, contre les menaces qui pèsent à Petroplus, Grande Paroisse, contre les accords de compétitivité à Renault. Pour ne parler que des salariés des grosses entreprises car bien d'autres sont en lutte.

Il est temps de rassembler les luttes autour d'objectifs communs : interdiction des licenciements, réquisition des entreprises qui licencient, diminution du temps de travail pour partager le travail, augmentation des salaires, défense des retraites et de la protection sociale, amnistie des salariéEs victimes de la répression patronale. L'argent existe, les profits du CAC 40 le montrent tous les jours. Invertissons cette spirale de la régression sociale, en nous battant tous ensemble et en faisant converger nos luttes

COMPÉTITIVITÉ : LE BRAS DE FER CONTINUE

Après onze réunions de négociations, rien n'est encore joué : les mutations forcées, le gel des salaires, le vol de nos RTT et les 8260 suppressions de poste ne passent toujours pas. Mardi 20 février, 430 salariés ont débrayé à Cléon, 100 à Douai, 300 à Lardy et 80 Sandouville. Et la « modération salariale » version Carlos Ghosn, censée couronner l'accord. Elle a été perçue par tout le monde comme une provocation. Reporter, sans rire, « 30 % de la part variable de son salaire en 2016 » si « les accords de compétitivité sont non seulement signés mais appliqués », même le PDG de Total Christophe de Margerie y a vu une « erreur de communication ». Pas si fréquents que les grands patrons se tire dans les pattes : ils sentent que le vent peut tourner ?

DIVIDENDES 2012 : 48 %. SALAIRES : 0 %.

Les résultats financiers 2012 viennent de sortir. Avec un chiffre d'affaire de 20,9 milliard d'euros, un bénéfice net de 1,735 milliard d'euros et une marge opérationnelle à 482 millions, les actionnaires se félicitent : leurs dividendes bondissent de 48 %, à 508 millions d'euros. Les salaires, eux

DMI : LA FRONDE DES FONDEURS

Les salariés de DMI, entreprise spécialisée dans la fonderie d'aluminium pour pièces automobiles, et qui fait 46% de son chiffre d'affaire avec Renault, sont en grève depuis le 21 janvier contre le projet de fermeture de leur usine, prêt de Montluçon. Après 2 plans de licenciements qui ont fait chuter les effectifs de 700 personnes en 1996 à 168 en 2012, ils sont déterminés à empêcher toute suppression de poste. Comme chez New Fabris en 2009, depuis qu'ils ont orné le site de quelques bouteilles de gaz, les journalistes sont arrivés en courant ! Mais ce qui leur permettra de gagner, ce sont leurs piquets de grèves, où tous les ouvriers et tous les cadres sont côte-à-côte. Et surtout leur capacité à étendre leur lutte aux autres salariés confrontés aux mêmes problèmes.

SANS SIÈGE, ON SE TIENT PLUS DROIT

Comme les salariés des fournisseurs de Renault, ceux de Peugeot bloquent les fabrications : les salariés de l'usine de sièges Lear à Lagny-le-Sec (Oise) sont en grève. Il y a fort à parier que les nouveaux modèles allégés de 208, C3 et DS3, qui sortent d'Aulnay sans sièges, ne seront pas du goût de la direction.

L'idée plaît par contre aux ouvriers de PSA Aulnay, en grève depuis six semaines : jeudi dernier, ils sont allés soutenir leurs collègues de Lear à Saint-Ouen l'Aumône (Val d'Oise). Et ont été accueillis aux cris de «PSA-Lear, même combat !»

LES BONNES IDÉES DE FO ET CGC ...

CFE-CGC et FO ont soumis à Montebourg et à Ghosn un projet d'établissement de zones franches, à fiscalité et charges très réduites, pour les usines françaises de Renault ou PSA, mais aussi les équipementiers. Tout comme à Tanger, cette ville du nord marocain, où Renault a inauguré une usine géante voici pile un an pour la gamme low cost (Lodgy, puis bientôt les Logan et Sandero). Cette implantation a bénéficié d'une panoplie imposante d'aides publiques : exonération totale de l'impôt sur les sociétés pendant cinq ans, puis plafonnement à 8,75 %

pendant les vingt années suivantes, exemption de droits de douane et de TVA sur les biens importés, exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière, aides à l'achat des biens d'équipement, sans parler du financement des routes et du centre de formation... Le tout à condition d'exporter au moins 70 % des produits fabriqués au Maroc, ce qui est le cas de Renault ... et évidemment au plus grand bénéfice des actionnaires qui ne manqueront pas d'adhérer à ces «syndicats»

A LA FERTÉ BERNARD, JOHNSON PRÉPARERAIT DE MAUVAIS COUPS

Passer le nombre d'intérimaires de 230 à 90 n'a pas l'air de leur suffire. Après avoir augmenté la précarité, ce serait une centaine de licenciements que Johnson se préparerait à effectuer. Pour augmenter leurs profits et leurs dividendes, rien n'arrêtera les patrons Sinon notre résistance.

Alors, contre le chacun pour soit, il n'y aura pas le choix que construire ensemble un Front du refus ! **Pas un seul licenciement.**

LES CONTI DEMANDENT L'ANNULATION DE LEURS LICENCIEMENTS AUX PRUD'HOMMES

680 salariés de Continental demandent l'invalidation de leurs licenciements pour absence de motif économique, et l'équivalent de 2 à 4 ans de salaires en dommages et intérêts. Une assemblée générale a rassemblé mardi près de 300 «Conti». «Il n'y avait aucun motif économique réel" pour fermer son usine, a déclaré Xavier Mathieu, délégué CGT. Il a rappelé la décision prise le 14 février par le tribunal administratif d'Amiens, annulant les licenciements de 22

anciens salariés protégés, dont lui-même, pour absence de motif économique. C'est une décision assez historique. Il n'y a aucune raison pour que cette décision ne soit pas prise pour eux. Lors de leur assemblée générale, les Conti ont voté des motions visant à prendre contact avec les syndicats d'autres sites de Continental, notamment en Allemagne, et à verser 7.500 euros aux ouvriers grévistes de l'usine PSA d'Aulnay. La solidarité ne doit pas s'arrêter à la porte de nos entreprises.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org
NPA Mor-Bihan:www.anticapitaliste.net
cité Allende boîte N°113 56100 Lorient